



Patrick KANNER

Sénateur du Nord
Président du groupe SER du Sénat

Déclaration du Premier Ministre - Article 50-1

Jeudi 1^{er} avril 2021

Monsieur le Président,
Monsieur le Premier Ministre,
Mes chers collègues,

Le 29 octobre dernier vous veniez déjà devant nous pour annoncer des mesures nécessaires au vu de l'évolution de la situation sanitaire. J'avais souligné la difficulté de votre tâche ainsi que la responsabilité qui était la vôtre devant les français. Malgré les errements, malgré les fautes, malgré la trop grande verticalité de votre gestion de crise, le groupe socialiste, écologiste et républicain avait voté en faveur de votre déclaration.

Notre vote ne valait pas soutien à l'action de votre gouvernement. Notre vote ne valait pas quitus pour votre gestion de la crise. Nous avons voté en faveur des français et de leur santé.

Cinq mois plus tard, la situation a changé. Ou plutôt elle n'a pas changé. Vous n'avez pas tiré les enseignements des précédentes séquences. La gestion de l'épidémie s'est dégradée. La concentration du pouvoir s'est renforcée.

Cinq mois plus tard vous êtes devant nous et nous ne savons pas pourquoi. En déclinant les propos de l'oracle présidentiel, vous ne nous associez pas. Notre vote serait unanimement défavorable pour l'ensemble du parlement que cela ne changerait rien. Cela fait des mois que nous vous demandons plus de transparence, plus de clarté, plus de démocratie sanitaire. Cela fait des mois que vous balayez d'un revers de main nos nombreuses propositions. Cela fait des mois que vous prenez les chambres parlementaires pour un paillason au service de la doxa Élyséenne.

Le parlement vote quand il a discuté un texte. Un texte qu'il a travaillé, un texte qu'il a amendé. Là on ne discute de rien, on n'amende rien. On acclame ou on conspu. C'est toujours le même schéma. Le conseil de défense suffit, la parole du président suffit. Le Premier Ministre répète. Le parlement enregistre.

Vous me pardonnerez donc, Monsieur le Premier Ministre, que mon intervention se base sur l'intervention du Président de la République plutôt que sur la vôtre.

Le Président de la République, hier soir, a tenu à justifier son action pour éviter tout mea culpa. Si certaines erreurs ont été confessées du bout des lèvres, aucun mot n'a été prononcé pour les morts de la pandémie ou si peu.

Pour combler ce manque, je tiens à avoir une pensée pour nos compatriotes qui ont été touchés par ce virus, avec parfois des conséquences sur le long terme, pour ceux qui ont perdu des proches, pour ceux qui se battent actuellement contre cette maladie. Bientôt plus de 100 000 des nôtres ne seront plus à nos côtés.

Probablement d'avantage si l'on compte les effets des nombreuses déprogrammations dans nos hôpitaux.

Nous payons aujourd'hui les conséquences des choix du Président de la République. Il faut le dire. Il décide seul, il doit assumer seul.

Il dit avoir gagné du temps de liberté pour les Français. Mais de quelle liberté parlons-nous ? Depuis la fin janvier, chaque semaine les français sont en alerte devant les rumeurs d'une intervention présidentielle. Chaque semaine ou presque de nouveaux territoires sont touchés par des restrictions.

L'exécutif s'est félicité de longs mois et déraisonnablement de ne pas avoir écouté les scientifiques qui préconisaient des mesures de freinage plus fortes dès fin janvier en raison de l'apparition des variants. Pourtant la « flambée » annoncée a bien eu lieu, nous sommes en plein dedans.

Ainsi, sans associer le parlement ou les français, votre gouvernement applique la décision du Président de la République en laissant le virus circuler à un niveau élevé depuis 2 mois. Pourtant le Conseil scientifique avait indiqué fin janvier, je cite : "Si nous ne réussissons pas à endiguer la progression du virus avec des mesures fortes, nous risquons d'être confrontés à des pics épidémiques similaires à ceux observés en mars-avril et novembre 2020, voire plus élevés".

Vous-même, le 28 janvier, alors que le variant anglais ne représentait que 10% des infections, vous nous affichiez des projections qui montraient un emballement inévitable de l'épidémie. Ces projections plaidaient clairement pour de nouvelles mesures. Vous-même sembliez convaincu de cela. Nous les soutenions car les savions nécessaires, les français étaient prêts pour ces nouveaux sacrifices. Mais non, l'épidémiologiste en chef, celui pour qui aucun sujet n'est inaccessible au vu de son intelligence hors du commun, en a décidé autrement.

Le pari du « trou de souris » du Président de la République est perdu. Qu'il le dise, qu'il l'assume, qu'il s'excuse car cela aurait pu être écarté

Lui qui voulait éviter une dictature sanitaire a provoqué une débâcle.

Le résultat de cela c'est un nouveau confinement et le tri des patients. Voilà deux termes que l'on n'entend pas dans la bouche des membres de l'exécutif. Confinement et tri. Mais ce n'est pas parce que l'on ne nomme pas les choses qu'elles n'existent pas.

Quand on restreint la liberté de circulation, quand on ferme les écoles, quand on ferme les commerces : on confine.

Quand on déprogramme massivement des opérations : on trie.

Cette politique résulte du choix fait par un homme, dans une démarche de concentration à l'excès de ses prérogatives constitutionnelles. Je le rappelle ici, la politique de santé ne fait pas partie du domaine réservé du Président de la République. Et si le gouvernement peut restreindre les libertés par décret, c'est parce que le parlement lui a délégué cette possibilité par ordonnance.

Nous connaissons la complexité d'une telle crise. Nous ne nions pas les difficultés de gestion qu'elle entraîne et si nous sommes toujours prêts à agir à vos côtés, il faut nous en donner la possibilité.

Dès cet automne, nous vous avons interrogé sur l'organisation de la stratégie vaccinale. Notre seul espoir pour sortir de cette crise sanitaire.

Nous appelions le Gouvernement à mettre en place rapidement un plan clair, net et précis de vaccination. Ce n'était pas de la polémique mais un appel à la prise en compte de l'urgence absolue par l'exécutif.

Vous étiez rassurant, nous affirmant que vous étiez dans l'action alors que quelques semaines plus tard vous n'avez été que dans la réaction. C'est le dos au mur que vous réagissez, comme d'habitude, comme aujourd'hui.

Ce retard a un coût économique, social et humain conséquent. Ce manque d'anticipation associé à une stratégie assumée de la lenteur à laquelle vous avez heureusement renoncé doit s'effacer au profit d'une mobilisation générale que vous annoncez mais qui ne se traduit pas encore dans les chiffres. Résultat, en France seul 13% de la population a reçu au moins une dose de vaccin. Nous sommes au-delà de la 20^e places des pays qui vaccinent le plus.

Je connais votre argument. Notre situation n'est pas pire qu'ailleurs. Votre position me fait penser à cet adage québécois bien connu : « Quand on se regarde on se désole, quand on se compare on se console ».

Nous ne nous voulons pas être consolés, nous voulons être plus performants et tout faire que l'Europe ne soit pas le bouc émissaire de ces difficultés.

Le 3 décembre dernier, vous nous annonciez que 15 millions de personnes seraient vaccinées avant "le printemps", soit fin mars. Fin mars, nous y sommes, et 8 millions de personnes ont reçu une dose, soit la moitié de ce que vous aviez annoncé. Les retards de livraison n'expliquent pas tout. Quid de la désorganisation ? Quid des volte-face sur les vaccinodromes ?

Hier soir le Président de la République a annoncé des nouvelles arrivées de vaccins. De la production de vaccins en France. Mais donnez-nous des chiffres,

montrez-les-nous, expliquez-nous comment vous allez réaliser cela. C'est comme cela qu'on associe le parlement et les Français.

Hier soir, le Président de la République a annoncé un plan de sortie de crise. Il aurait pu parler de déconfinement comme au printemps dernier. Sur ce sujet, je ferais les mêmes requêtes. Donnez-nous des chiffres, montrez-les-nous, expliquez-nous. Comment vous croire quand le Président de la République ou le porte-parole du Gouvernement, annonçaient un retour à la vie normale mi-avril et que nous discutons aujourd'hui d'un confinement auquel vous êtes maintenant acculé pour ne pas avoir su l'anticiper.

Hier soir, le Président de la République a annoncé de nouveaux lits de réanimation. Comment monter à 10 000 alors qu'il y a moins d'un an vous en promettiez plus et que vous n'avez pas pu tenir vos promesses. Comment vous faire confiance aujourd'hui quand les soignants sont à bout et que le Segur de la santé a changé si peu de choses.

Les mesures que vous prenez aujourd'hui sont nécessaires. Nous regrettons qu'elles arrivent trop tard et que votre procrastination sanitaire empêche de continuer une politique territorialisée que vous avez mis bien du temps à mettre en place malgré les demandes des élus locaux.

Avoir laissé les écoles ouvertes est effectivement une fierté pour notre pays. Nous regrettons qu'il faille les fermer aujourd'hui sans que les tests salivaires aient été livrés ou que la continuité pédagogique puisse être facilitée par des investissements qui auraient permis de surmonter la précarité numérique de nombreux élèves. Nous l'avions proposé, vous ne l'avez pas fait. Aujourd'hui il faut avant le 26 avril pour certain, ou le 3 mai pour d'autres, vacciner les un millions deux cent mille enseignants et encadrants dans les écoles, collèges lycées.

Par ailleurs, sur un autre sujet, le ruissellement de la dette publique sert d'amortisseur économique et social. Nous avons soutenu vos décisions mais comment aller plus loin, alors que la crise révèle et exacerbe les inégalités et que vous n'entendez pas nos propositions : statut des travailleurs, fracture numérique et éducative, aide alimentaire, situation des étudiants les plus fragiles. Nous avons demandé de prévenir le risque d'accroître les situations de précarité et de pauvreté. Le RSA pour les moins de 25 ans - rejeté, le débat sur le statut des travailleurs des plateformes - rejeté...

Pour éviter d'accroître encore la précarité et les inégalités nous avons proposé des solidarités fiscales nouvelles, des fonds de soutien, des orientations ciblées pour le plan de relance en faveur des ménages les plus fragilisés...

Quand nous proposons une réévaluation des aides au logement et la suppression de la réforme de ces mêmes aides qui pénalisent les jeunes qui entrent sur le marché du travail, vous relancez la réforme de l'assurance chômage.

Nous avons fait des propositions pour préserver l'activité locale de proximité en demandant un traitement différencié, une meilleure concertation avec les élus locaux pour pallier le manque de confiance des commerçants dans les aides de l'État... rien a changé ! L'économie de proximité doit être mieux identifiée comme une priorité de la relance. Rien n'a été retenu par votre Gouvernement.

En conclusion, vous avez voulu freiner, ça n'a fait qu'accélérer. Vous avez voulu freiner pour ne pas enfermer et vous devez maintenant enfermer pour freiner alors que le train de la COVID 19 est à pleine vitesse. 59 000 cas hier soir. Votre gestion de la crise est un jour sans fin pour la France. Les Français ne sont pas résilients, ils sont aujourd'hui résignés. L'annonce de la lumière au bout du tunnel, tellement invoquée, nous interroge sur la crédibilité de votre stratégie et peut-être plus

encore sur celle de son stratège. Vous avez accepté que nous vivions avec le virus alors que nous aurions dû nous donner comme objectif de l'éradiquer au plus vite.

Face à cette parodie politique, face à cette mascarade de démocratie, face à ce simulacre de concertation, nous avons décidé de ne pas être les faire valoir de l'exécutif. Ne disposant pas du pouvoir de censure au Sénat, le groupe socialiste, écologiste et républicain ne participera pas au vote.